

Actu.nc



Hebdomadaire calédonien d'informations générales.

Vous informer, sans rien cacher.

L'immobilier au ralenti, malgré un rattrapage



LE **SHOW-ROOM**
DE MOBILIER DE BUREAU
ET D'HABITAT

DGS
PACIFIC

La centrale C : l'Arlésienne

C'est un dossier financier et industriel dont on ne voit pas l'issue. La semaine dernière, les élus du Congrès ont auditionné les responsables de NCE, Nouvelle-Calédonie Énergie, chargée de mettre en œuvre le renouvellement de la centrale électrique de la SLN à Doniambo. Mais on a l'impression que rien n'avance.



La seule certitude qui existe dans cette affaire est que la centrale électrique de la SLN est à bout de souffle et que son coût contribue à plomber la rentabilité de l'entreprise et la fragilise d'année en année, dans un contexte de crise de plus en plus ardue. La centrale C de la SLN serait une saga, une série télévisée au suspense haletant et aux rebondissements multiples, si l'enjeu n'était pas l'avenir des emplois et de l'entreprise. Dans cette affaire, deux soucis se posent : le financement de la centrale et son énergie. Concernant le financement, la Nouvelle-Calédonie a dû faire face à une aberration puisque Eramet, groupe dont

la SLN est filiale a prévenu qu'il ne financerait pas la construction de la nouvelle centrale. Ce sont donc les Calédoniens qui vont la payer au travers d'une taxe sur les carburants qui rapporte chaque année entre 600 et 800 millions. Mais le plus épineux problème concerne le choix de l'énergie qui alimentera la future centrale.

Les solutions envisagées

Quand Eramet-SLN consentait encore à participer au financement de la reconstruction, on s'était arrêté sur un

projet alimenté au charbon. On comprend ce que cette idée, à l'heure où la Nouvelle-Calédonie figure déjà parmi les plus gros producteurs au monde de gaz à effet de serre, avait d'incongrue. Le projet a été cassé, entraînant le retrait d'Eramet-SLN du financement, et l'on s'est dirigé vers la solution gaz. Si c'est toujours mieux que le charbon, cela contraint la Nouvelle-Calédonie à créer de toute pièce une filière comprenant l'acheminement, le stockage et la sécurité. L'idée a donc germé d'une centrale électrique alimentée par les énergies renouvelables, rendue possible par les progrès technologiques fabuleux opérés au sein de la filière photovoltaïque. En tout état de cause, si cette troisième solution n'était pas tout à fait envisageable, s'est imposée l'hypothèse d'un mix énergétique conjuguant gaz et photovoltaïque. Mais voilà que patatras, tout s'effondre.

Soit l'une soit l'autre

Auditionné par les élus du Congrès, Pierre Kolb, le président de Nouvelle-Calédonie Énergie a estimé que le mix énergétique n'était pas envisageable. « On pense, a-t-il déclaré sur RNC, que c'est vraiment une direction ou une autre qu'il faut prendre : la direction de continuer avec du fossile, avec du gaz, ou la direction, un moment donné, de s'orienter de façon plus ambitieuse peut-être, mais peut-être de manière un petit peu moins traditionnelle, dans le domaine des énergies renouvelables. » Et l'on apprend du même coup que la date de fermeture maximum de la Centrale électrique de la SLN déjà bien obsolète, est fixée à 2030 ! A la vérité, la SLN fait pression pour que la solution liée aux énergies renouvelable, jugée par l'industriel incapable d'assurer une production électrique régulière et stable dont les fours ont besoin, soit purement et simplement abandonnée. Clairement, non seulement le dossier n'avance pas, mais il recule à chaque fois que l'on s'y penche. Et en attendant, la Centrale, dont on ne connaît pas le degré de dangerosité, continue de fonctionner.

J.R



La solution liée aux énergies renouvelable est jugée par l'industriel incapable d'assurer une production électrique régulière et stable.

La gestion des eaux sur mine en réflexion

Dans le cadre d'un financement CNRT, une équipe de recherche internationale s'est formée autour d'un projet sur la gestion des eaux de ruissellement sur les mines de Nouvelle-Calédonie. Analyse des différentes stratégies mises en place sur le territoire et à l'étranger, modélisation prédictive des solutions à mettre en place sur les différents sites...



© CNRT/Michel ALLENBACH UNC

Bassin de rétention d'un site minier

Une mauvaise gestion des eaux sur mine peut causer inondations, éboulements, engrèvement des rivières et export de sédiments vers le lagon. « Et il n'y a pas seulement des impacts environnementaux, cela peut causer également des problèmes de sécurité. L'érosion peut donner lieu à de graves éboulements, l'affaissement de certaines zones et des inondations sur la mine elle-même, empêchant le travail et ce, parfois, durant plusieurs mois. Il y a donc aussi des répercussions économiques », décrit Claire Cote, spécialiste de la réhabilitation à l'université de Queensland en Australie et coordinatrice scientifique du projet Gestion des eaux sur mine et environnement (Geme). Ce projet, financé par le Centre national de recherche technologique (CNRT Nickel & son environnement), a été lancé en mars dernier et vise à améliorer les plans de gestion des eaux de ruissellement sur mine.

Des modèles pour chaque site minier

Les équipes de recherche vont se concentrer sur cinq à dix sites représentatifs, sur l'ensemble du territoire. Claire Cote explique : « Dire « améliorez la gestion des eaux » c'est vague, il faut plu-

tôt essayer de définir des objectifs clairs pour chaque mine, pour un bassin ou un massif particulier et donner les techniques et les méthodes que les miniers peuvent suivre en ayant confiance. » Elle note cependant « beaucoup d'améliorations des pratiques sur le secteur minier ces dix-quinze dernières années dans la gestion des eaux. Avant il ne se passait pas grand-chose, aujourd'hui il y a un contrôle plus strict, les connaissances sont plus larges à l'échelle de la mine. » Timothée Dupaigne, hydrogéologue au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), développe les principales étapes de Geme : « Nous allons d'abord regarder ce qui se pratique en Nouvelle-Calédonie puis nous essayerons de confronter ces observations au savoir-faire et à l'état de l'art au niveau international afin de publier une synthèse pour proposer des solutions pragmatiques. L'idée c'est de réfléchir à la possibilité de développer une modélisation pour chaque site minier. »

Infiltration et floculation

Aujourd'hui les mesures mises en place, fils d'eau ou bassins, cherchent à éviter l'érosion et diminuer la quantité d'eau qui arrive et circule à un endroit donné. Timothée Dupaigne ajoute : « On essaye aussi de gérer les eaux en infiltration, si

on arrive à amener l'eau dans des endroits où elle s'infiltrer ça évite qu'elle circule en surface et qu'elle vienne se charger en matière en suspension et que ça aille rejoindre le lagon in fine. » Un autre projet du CNRT, Boreal, étudie également les possibilités de floculation des matières en suspension. L'utilisation de certains produits, biosourcés, favorise en effet la séparation entre l'eau et les matières en suspension et pourrait permettre d'améliorer l'efficacité des bassins de décantation.

Le projet ralenti par la crise

L'équipe de Geme devrait rendre ses conclusions d'ici 2022 mais, avec la crise sanitaire, le déplacement des



Prise de mesure sur site minier © CNRT/Michel ALLENBACH UNC

experts depuis la France métropolitaine et l'Australie n'a pas encore été possible. Ils espèrent pouvoir venir en Nouvelle-Calédonie durant le premier trimestre 2021. La coordinatrice du projet ajoute : « Nous faisons le maximum de travail à distance, en particulier l'analyse des données, mais ce genre de projets demande un engagement sur le terrain, de prendre contact avec les miniers, de connaître le contexte de chaque site et les solutions déjà mises en place. »

S.N